

Notes de lecture

CHAMBOREDON Jean-Claude

- *Territoires, culture et classes sociales*

JOUZEL Jean-Noël

- *Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait*

SHAHIDUR Rashid, ZHANG Xiaobo

- *The making of a blue revolution in Bangladesh: Enablers, impacts, and the path ahead for aquaculture*

HERMENT Laurent

- *Histoire rurale de l'Europe. XVI^e-XX^e siècle*

COQUARD Benoît

- *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*

CHARCOSSEY Boris

- *Contre temps et marées
Pêcheurs hauturiers de Lorient en mer d'Écosse*

MÉJEAN Caroline

- *Alimentation et nutrition
dans les départements et régions d'Outre-mer*

MUIR John

- *Forêts dans la tempête et autres colères de la nature*

BERNSTEIN Henry

- *L'agriculture à l'ère de la mondialisation.
Transformations agraires et dynamiques de classe*

SAJALOLI Bertrand, GRÉSILLON Étienne,

- *Le sacre de la nature*

FAIRBAIRN Madeleine

- *Fields of Gold. Financing the Global Land Rush*

SOULA Audrey, YOUNT-ANDRÉ Chelsie,

LEPILLER Olivier, BRICAS Nicolas

- *Manger en ville. Regards socio-anthropologiques d'Afrique,
d'Amérique latine et d'Asie*

KECK Frédéric

- *Les sentinelles des pandémies*

DAVIRON Benoit

- *Une histoire de richesse et de puissance*

FOUILLEUX Ève, MICHEL Laura,

- *Quand l'alimentation se fait politique(s)*

GENTILE A., LA MALFA S., DENG Z.

- *The Citrus Genome*

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et études socio-économiques est une revue du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère, mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directrice de la publication :

Corinne Prost, MAA-SG-SSP, Cheffe du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Hérault, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction :

Didier Cébron, MAA-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Julia Gassie, MAA-SG-SSP-CEP, Cheffe du bureau de la veille

Julien Hardelin, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de la stratégie et de la prospective

Vincent Hébrail-Muet, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de l'évaluation et de l'analyse économique

Bruno Hérault, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'études et de prospective

Pascale Pollet, MAA-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Corinne Prost, MAA-SG-SSP, Cheffe du Service de la Statistique et de la Prospective

Composition : SSP

Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

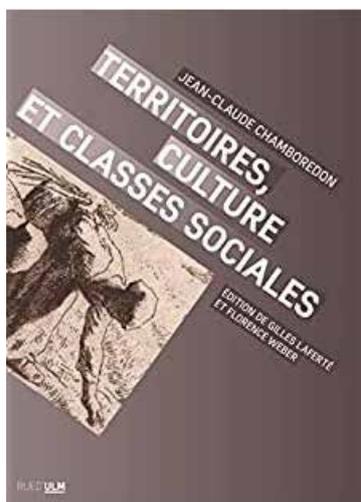
Dépôt légal : à parution

ISSN : 2104-5771 (imprimé)

ISSN : 2259-4841 (en ligne)

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



Jean-Claude Chamboredon
Territoires, culture et classes sociales
Éditions Rue d'Ulm, 2019, 389 pages

Jean-Claude Chamboredon, sociologue érudit, est décédé le 30 mars 2020. Ses ultimes publications sont assez anciennes mais il était resté une figure incontournable de la sociologie française. Rigoureux, précis, exigeant et modeste, recherchant la discussion critique, plus attaché à la transmission des savoirs et à la formation des nouvelles générations qu'à la construction d'une œuvre personnelle, il faisait partie de ces grands enseignants-chercheurs réputés dans le milieu mais inconnus au dehors.

Depuis 2015, l'École normale supérieure et les éditions Rue d'Ulm ont entrepris de lui rendre hommage en republiant ses principaux écrits en versions papier et électronique. Notamment connu pour ses recherches sur la culture et la délinquance juvénile, il avait abordé de nombreux autres sujets, alliant toujours élaboration conceptuelle et enquête de terrain.

Le présent livre, sorti fin 2019, vient clore ce projet éditorial. Il rassemble des articles parus entre 1977 et 1994, qui traitent des liens entre classes sociales, ancrages territoriaux et créations symboliques. Comme à son habitude, Chamboredon y croise plusieurs disciplines : la sociologie générale bien sûr, mais aussi la sociologie de la culture, la sociologie du monde rural, l'histoire de l'art et de la littérature, l'histoire politique des campagnes françaises, l'ethnographie des représentations et des usages diversifiés des territoires (habitat, production, transports, tourisme, loisirs).

Un texte traite de la « mise en peinture » de la vie sociale et de l'invention de « l'éternel paysan », à

travers l'œuvre de Jean-François Millet. Chamboredon décrit les tenants et aboutissants de cette imagerie pittoresque et montre ses fondements sociaux, politiques et esthétiques. Il souligne l'opposition, chez Millet, de deux figures idéal-typiques, celle des prolétaires agricoles et manouvriers dépendants des grandes exploitations, et celle des paysans indépendants du bocage et des régions de foncier parcellaire. Au salon de 1850, il sera avec Courbet le chef de file de la nouvelle peinture de genre, opposée aux styles académique et romantique. Ses toiles, tout en esthétisant la campagne, façonnent une nouvelle représentation de la paysannerie et célèbrent la force muette du peuple : dos voûtés, réalisme rustique, petite vie des simples et des humbles. Tous ces motifs agrariens, que Millet et d'autres ramènent à Paris, puis font circuler d'expositions en expositions, contribuent à nationaliser et à figer les emblèmes dominants des paysages français et des paysans.

Deux autres chapitres, novateurs au moment de leur publication (1980 et 1982), sont consacrés à la chasse et à ses transformations. Chamboredon fut un des premiers à élaborer une vraie sociologie de la chasse, auparavant prisonnière des regards des amateurs et des sociétés savantes. Pour ce faire, il étudie le fonctionnement des associations communales de chasseurs, les statuts et rôles des différents types d'acteurs, leurs conceptions mentales et leurs valeurs. Pour lui la chasse n'est pas seulement le vestige d'une activité de prédation, relevant du folklore, des traditions populaires et des pratiques viriles, mais aussi et surtout une activité sociale

complexe, objet de lutte entre des groupes sociaux voulant contrôler l'usage des espaces ruraux. Il y voit une scène où s'expriment les confrontations résultant de la colonisation, par les modes de vie urbains, des « campagnes dépayssées ». Pour lui, elle est aussi un terrain d'expression de nouvelles valeurs culturelles, aspirations et attitudes face à la nature. À l'époque, la chasse était de plus en plus pratiquée par des ex-ruraux partis habiter en ville, ce qui leur permettait de garder un lien avec leur famille et leur lieu de naissance. Ceci explique la croissance significative des effectifs de chasseurs, entre 1960 et 1974, alors même que la population rurale baissait rapidement : la diffusion de la chasse était l'envers du processus d'urbanisation. Après avoir exprimé un mode de vie rural, la chasse était devenue un « loisir paysan », puis un loisir rural pratiqué par de récents urbanisés. Quelques années plus tard, les enfants de ces néo-chasseurs adopteront de nouvelles attitudes et verront dans cette pratique une atteinte à la nature et à la vie animale.

Plusieurs autres textes traitent du rural et de ses mutations. Ils sont non seulement très intéressants pour les constats qu'ils nous laissent d'une époque révolue, mais aussi pour les tendances qu'ils décrivaient et qui se sont renforcées depuis. Chamboredon avaient su détecter, dans la complexité du réel, les dynamiques novatrices de la société française. Fidèle à sa méthode, il commence par se méfier des préjugés de l'opinion publique et des généralisations trop rapides de certains de ses collègues sociologues. Il prend ainsi ses distances avec l'interprétation totalisante des marxistes, expliquant tout par la structure des classes sociales. Il se démarque aussi des lectures fonctionnalistes et essentialistes, qui font des « paysans » un groupe naturalisé et de la « civilisation paysanne » un concept transhistorique.

Sa lecture plus complexe de la vie rurale donne plus d'autonomie aux acteurs. Son approche est dynamique, il est attentif aux conflits et montre que les campagnes, loin d'être endormies, sont constamment en évolution. Des groupes s'opposent à d'autres et essaient d'imposer leur définition de l'identité locale, à travers des luttes pour l'occupation et l'usage des territoires. Le rural n'est pas irénique, mais traversé par de constants rapports de pouvoir. Il en résulte des analyses faisant ressortir toute la diversité des positions sociales, des modes de vie et des appartenances culturelles : stéréotypes et symboles des uns contre stéréotypes et symboles des autres, appauvrissement ici ou embourgeoisement là, attrait inégal pour la ville et le salariat, conflits d'usage entre anciens et nouveaux habitants, folklorisation du monde rural par les uns et anti-folklorisation par les autres, etc.

Combinant sociologie de l'agriculture et ethnologie des terroirs, Chamboredon montre que ces tensions concernent prioritairement, dès le début des années 1960, la place de l'agriculture dans le processus de modernisation du pays. La ruralité n'est alors plus synonyme de paysannerie, les exploitants cessent d'être dominants et cette mise en minorité démographique entraîne un affaiblissement économique, politique et culturel. Cette restructuration, dirigée par l'État, s'est accompagnée de tensions entre les exploitants « modernes » (gagnés par l'esprit d'entreprise) et les fractions en dehors du mouvement (qualifiées de « traditionnelles »). Promouvant « l'agriculture à l'ancienne » et « l'illusion paysanniste des campagnes », ces fractions alimenteront les mouvements régionalistes des années 1970, en s'agrégeant aux couches moyennes des villes. Ensemble, elles défendront la « petite agriculture marginalisée » et « la nature », et s'opposeront à l'agrandissement des exploitations, au machinisme et aux produits chimiques. Comme le souligne l'auteur, ces années sont aussi celles de l'essor des attentes « naturistes » en matière d'alimentation.

Dans ce recueil, on lira aussi avec profit les textes sur les liens entre rural et urbain. Chamboredon critiquait la tendance à opposer ces deux mondes et considérait qu'elle était trompeuse. Dans les années 1970-80, il observait un brouillage des frontières entre ville et campagne et les voyait non pas comme des entités séparées mais comme « les deux pôles d'un axe au long duquel se déploie un continuum de positions » : plus ou moins grande dispersion de l'habitat, degré variable de renouvellement des populations, niveau inégal de dépendance aux marchés urbains, échanges contrastés entre groupes sociaux, etc.

Au fil des pages, Chamboredon insiste sur le fait que le rural ne peut pas vivre de lui-même et sur lui-même. En 1985, ses enquêtes l'amènent à douter de « l'autonomie » et même de « l'existence » de la société rurale. Si elle a disposé, pendant des siècles, de ses propres principes d'intégration, qu'en est-il lorsque les emplois, les équipements collectifs et les services publics sont concentrés dans la ville la plus proche ? De telles réflexions, sur l'influence des aires urbaines, ont été largement confirmées depuis.

Chamboredon va encore plus loin puisqu'il dit que le rural n'existe qu'en lien avec l'urbain, qu'à travers leurs interactions. Pour lui, il ne fallait donc pas faire une sociologie *du rural*, mais une sociologie *des usages de l'espace rural*, usages échappant de plus en plus aux ruraux pour être contrôlés par les habitants des villes. Dans les années 1950-60, les campagnes étaient surtout des espaces de travail

de la terre, d'élevage, de transformation des ressources naturelles en matières premières consommables. Dans les années 1970-80, avec la déprise agricole et la concentration des exploitations, elles deviennent de plus en plus des espaces d'habitation principale ou secondaire, de récréation et de ressourcement, de contemplation et de consommation d'aménités, de « re-colonisation par la petite bourgeoisie urbaine », au risque d'une « folklorisation de l'identité locale ». La campagne-agriculture devient une campagne-paysage, voire une campagne-parc, à la naturalité réinventée, inscrite dans les politiques publiques – alors émergentes – de conservation et de protection. Tout cela paraît banal aujourd'hui, mais Chamboredon avait su repérer cette affirmation de la campagne comme « nouveau cadre social idyllique », typique des sociétés en forte urbanisation.

Entre villes et campagnes, l'échange est inégal. Dans le passage du rural-production au rural-environnement, il y a plus que la fabrication d'un lieu de plaisance : les urbains et les « rurbains » dictent leurs valeurs et leurs choix, à travers leurs jugements, fréquentations, styles immobiliers, équipements et destinations de vacances. Les enquêtes de Chamboredon montrent comment les gens des villes, en « consommant des espaces ruraux », les font basculer dans la sphère des loisirs et du divertissement, réclamant ici une nature ensauvagée, là des forêts bien entretenues, et là une agriculture paysagère. L'urbain demande, commande, dénigre ceci ou valorise cela, exalte le terroir paysan ou condamne les agro-équipements. Dans tous les cas, selon l'auteur, les nouveaux usages sociaux du territoire tendent à réduire l'agriculture à une activité « complémentaire et annexe ». Chamboredon affirmait que le rural constituait une des modalités de la vie urbaine, que la société villageoise

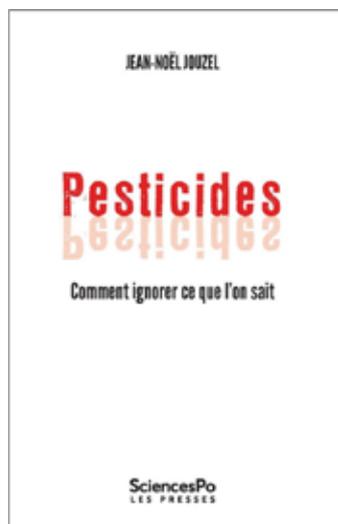
devenait le lieu d'expression de la consommation des villes, et que la campagne n'était plus qu'une « sorte d'équipement urbain », une « scène complémentaire par rapport à la scène urbaine ».

On le voit, cette série d'articles à nouveau publiés reste d'une grande actualité, et nous ne saurions trop en recommander la lecture. D'autres idées intéressantes auraient pu être mises en lumière, mais contentons-nous, pour conclure, de quelques remarques générales. Tout d'abord, ces textes viennent rappeler que Chamboredon était un chercheur intuitif, productif, qui savait questionner le réel, observer les acteurs, pour en tirer découvertes et conceptualisations. En second lieu, il prenait la géographie au sérieux et savait combien les lieux, les distances et les espaces façonnent les groupes sociaux et le fonctionnement des sociétés. Appartenances territoriales, effets localisés, enracinement des classes sociales, zonages naturels ou culturels : il nous dit que tout doit être situé, contextualisé, et cette leçon est d'autant plus valable aujourd'hui que l'urbanisation et la péri-urbanisation, loin d'entraîner une homogénéisation spatiale, accroissent la diversité des lieux et de l'esprit des lieux. Troisièmement, en insistant sur la puissance des images et des mécanismes mentaux, il nous rappelle qu'appartenir au rural n'est pas qu'une affaire d'origine sociale et d'adresse postale, mais aussi le résultat d'un travail de définition et d'autodéfinition de soi, d'identification, de construction d'attaches et de références. Enfin, Chamboredon n'ambitionnait pas d'imaginer le futur, et sa conception rigoureuse de la sociologie l'aurait empêché de le faire, mais la pertinence et la justesse de ses travaux, en débusquant des tendances lourdes et des faits porteurs d'avenir, lui ont permis de décrire à l'avance les trajectoires dominantes du rural et de l'agriculture, toujours à l'œuvre aujourd'hui.

Bruno Héralut

Chef du centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Jean-Noël Jouzel
Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait
Presses de Sciences Po, 2019, 272 pages

J.-N. Jouzel (sociologue, CNRS) examine, dans cet ouvrage, les controverses autour de la « science réglementaire » qui fonde les autorisations de mise sur le marché des pesticides. Il compare deux séquences d'élaboration, de mise en cause et de réajustement des expertises sur les risques associés aux produits phytosanitaires : aux États-Unis dans les années 1950 à 1980 ; en France, des années 1990 à aujourd'hui.

La première partie évoque la naissance, dans l'Amérique du milieu du XX^e siècle, d'une « hygiène agricole » issue de la collaboration de toxicologues et d'entomologistes soucieux de concilier modernisation et sécurité sanitaire. Des protocoles expérimentaux, quantifiant les niveaux de contamination, mettent en évidence l'importance de la peau comme voie d'absorption. Le respect de « bonnes pratiques », notamment le port de vêtements « adaptés », est alors censé garantir la sécurité des travailleurs. Cette approche est contestée dans les années 1960 par des chercheurs issus de l'hygiène industrielle, en lien avec des problèmes de rentrée dans les parcelles après traitement pour les saisonniers chargés de la récolte. En réponse, les agences d'évaluation, nouvellement créées, stabilisent durant la décennie suivante des « lignes directrices ». Celles-ci reconduisent les postulats

individualistes des politiques de prévention et, privilégiant la modélisation, donnent corps à la « science réglementaire ».

En France, au contraire, malgré une modernisation rapide de l'agriculture, les risques liés aux pesticides restent peu questionnés avant les années 1990. La deuxième partie du livre rappelle le rôle moteur de la construction européenne et de la libéralisation du commerce, dans l'importation des outils d'évaluation américains. Elle chronique les relations houleuses entre toxicologues chargés de l'évaluation des risques et épidémiologistes universitaires. Selon l'auteur, la production de connaissances, dans le cadre de la « science réglementaire », a eu pour contrepartie une tendance à minorer, voire écarter, les « données dérangeantes », indiquant une sur-incidence des maladies chroniques chez les travailleurs agricoles. Une nouvelle phase de normalisation des équipements de protection individuels (EPI), aiguillonnée par des données épidémiologiques qui soulevaient un problème de perméation aux produits en mélange, l'amène à questionner « la croyance des institutions dans le possible usage contrôlé des pesticides », tout en montrant les « bonnes raisons » de sa permanence dans le temps.

Florent Bidaud
Centre d'études et de prospective – MAA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Rashid Shahidur, Xiaobo Zhang,
The making of a blue revolution in Bangladesh: Enablers, impacts, and the path ahead for aquaculture
IFPRI, 2019, 176 pages

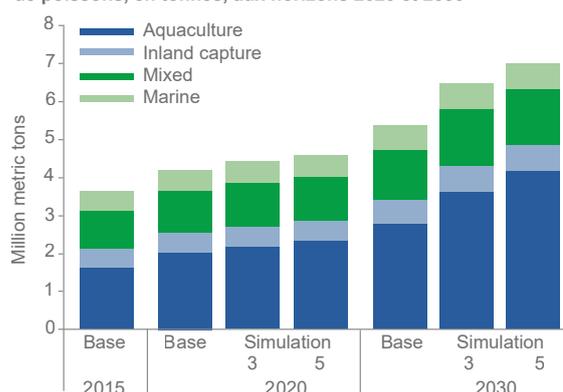
À l'instar des tendances mondiales, l'aquaculture au Bangladesh a vu sa productivité croître fortement au cours des trois dernières décennies : contribuant à moins de 20 % de la production nationale de poissons en 1990, elle a atteint 50 % en 2012. Un ouvrage, publié en 2019 par l'International food policy research institute (IFPRI), décrit cette filière et l'organisation de sa chaîne de valeur, évalue son impact sur la pauvreté et envisage ses évolutions à l'horizon 2030.

À la différence de l'élevage bangladais de crevettes, détenu par de riches propriétaires et orienté vers l'exportation, celui de poissons est fait principalement de manière artisanale, dans des étangs, et destiné à 90 % au marché intérieur. En utilisant des données collectées auprès de 12 240 foyers, les auteurs montrent que les gains de productivité de l'aquaculture (hors crevettes), entre 2000 et 2010, ont permis une augmentation totale des revenus des ménages d'environ 2 %. 2 millions de personnes sont ainsi sorties de la pauvreté, ce qui représente 10 % de la réduction de la pauvreté sur cette période. Ce progrès a néanmoins principalement bénéficié au troisième quintile des ménages, en matière de revenus, et peu aux plus pauvres.

Les rendements des fermes aquacoles du Bangladesh étant inférieurs à ceux du Vietnam et de la Thaïlande, des gains de productivité pourraient encore s'observer dans le futur. Différents scénarios d'évolution, à l'horizon 2030, montrent une production de poissons d'élevage en hausse, de 3,65 à 6,35 % par an selon les hypothèses, accompagnée d'une réduction des prix de 0,02 à 0,73 % par an. En conséquence, la consommation bangladaise de poissons d'élevage pourrait s'accroître de 42 à 109 % entre

2015 et 2030. Alors que les préconisations de la FAO sont de 18 kg annuels, les populations rurales et pauvres mangent à l'heure actuelle 14 kg par an de poissons, sauvages ou d'élevage : les progrès de l'aquaculture leur permettraient d'augmenter cette quantité de 7 à 21 kg. Ces projections supposent toutefois une amélioration de l'accès à ces produits, notamment *via* le transport et le stockage. Enfin, la capture de poissons sauvages pourrait être ralentie du fait de contraintes environnementales croissantes, contrebalançant le développement de l'aquaculture et les gains pour les populations fragiles.

Résultats de trois scénarios de simulation sur la production de poissons, en tonnes, aux horizons 2020 et 2030



Lecture : base : poursuite des tendances actuelles ; *simulation 3* : forte productivité et forte demande ; *simulation 5* : très forte productivité et forte demande. Origine des poissons : en bleu foncé, aquaculture ; en bleu clair, pêche en eau douce ; en vert foncé, indéterminée ; en vert clair, pêche en mer.

Aurore Payen
Centre d'études et de prospective – MAA
aurore.payen@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Laurent Herment (dir.)
Histoire rurale de l'Europe. XVI^e-XX^e siècle
Éditions EHESS, 2019, 336 pages

La France fut jusqu'au début des années 1930 un pays majoritairement rural. Le poids de cette ruralité est encore fort aujourd'hui, surtout par comparaison avec des sociétés européennes plus nordiques. Cette particularité a suscité de puissants courants de recherche universitaire, depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à la fin des années 1970. Le climat dominant de l'historiographie française, en particulier, était alors très ruralisant, voire agrarien.

Le paysage intellectuel a maintenant bien changé. Les chercheurs français sont assez absents des arènes internationales, occupées par leurs confrères anglais et néerlandais, mais aussi italiens, espagnols et scandinaves. Des pays plus urbanisés que le nôtre continuent à financer de grands programmes d'études sur les anciens mondes paysans, avec de nombreuses publications à la clé. Chez nous, les productions historiques dédiées aux campagnes ou à l'agriculture sont devenues peu nombreuses et de qualités variables.

Le présent ouvrage collectif entend contribuer à combler ce vide éditorial. Ses quatorze chapitres, allant du XVI^e au XX^e siècle, s'appuient sur les développements les plus récents de la recherche européenne en histoire rurale. Coordonné par Laurent Herment (CNRS) et rédigé par quelques-uns des meilleurs professeurs et chercheurs du moment, il est plus précisément consacré aux thèmes du développement agraire et de la croissance des activités agricoles. Cinq grandes questions précisent cette problématique générale : qu'entend-on par « croissance agricole » ? Comment la mesurer ? Quels en sont les principaux facteurs et causes ?

Quels sont ses rythmes et temporalités habituels ? Enfin, comment se distribue-t-elle dans l'espace ?

Les réponses apportées au fil des études de cas (pays ou régions) multiplient les points de vue, les méthodes, les résultats, les nouvelles pistes de recherche, et finissent par dresser un tableau complet de l'évolution des campagnes en Europe. On comprend alors mieux, par exemple, la diversité des trajectoires agricoles nationales, soumises aux contraintes de la géographie, de l'économie, et aux pressions des milieux. Les questions d'épistémologie ne sont pas oubliées, plusieurs chapitres rendant compte du renouveau des méthodes quantitatives en histoire rurale, et des défis liés à l'interrogation contemporaine des époques révolues : comment mesurer l'augmentation de la production agricole, plusieurs siècles plus tard et en l'absence de sources directes ? La contribution des institutions au développement des campagnes est un autre leitmotiv du livre : impacts des lois et des décisions gouvernementales, effets de l'extension du droit de propriété et de l'exécution des contrats, etc.

On retiendra en particulier le chapitre rédigé par Piet van Cruyningen, montrant que les lourds investissements consentis par les bourgeois hollandais (dès le début du XV^e siècle), pour protéger les villes en régulant les eaux, ont directement contribué au décollage de l'agriculture. Le drainage améliora la productivité des sols mais, surtout, l'irruption massive de ces capitaux modifia les rapports à la propriété, enclencha un processus de spécialisation et de croissance de la taille des exploitations, facilita l'achat de bétail et de bâtiments.

Tout aussi intéressant est le chapitre de Giuliana Biagioli, qui révèle la diversité inter-régionale des voies du développement agricole en Italie, selon les degrés de résistance du féodalisme et les processus locaux d'innovation. De son côté, Llorenç Ferrer-Alos s'intéresse aux liens entre espaces urbains et espaces ruraux en Espagne, à l'industrialisation des zones rurales, à la pluriactivité agricole et aux investissements fonciers des élites. Concernant notre pays, Gérard Béaur et Jean-Michel Chevet révoquent en doute l'idée, largement répandue, d'un « modèle français » dominé par un foncier émietté, une petite propriété paysanne familiale engluée dans le travail routinier et l'auto-subsistance. Comme l'Angleterre, nous avons aussi eu nos *large farms* et nos fermiers capitalistes, engagés dans l'investissement et tournés vers le marché, ouverts aux innovations et à la recherche de productivité.

Au total, de chapitre en chapitre, les auteurs dénoncent la mauvaise habitude consistant à juger le passé à partir du présent : elle véhicule des visions anachroniques et fausses des progrès historiques des agricultures européennes. On retiendra aussi qu'il n'y a pas un schéma préétabli et unique de développement, pas une surdétermination structurelle valable en tous lieux et en toutes époques, mais une diversité de trajectoires, faites de continuités et d'aléas avec, pendant des siècles, de vraies fragilités des dynamiques de croissance agricole. On peut même dire que les tensions, ruptures et crises (sociales, commerciales, foncières, productives, climatiques, etc.) ont constamment accompagné le déploiement des systèmes agricoles.

Ce dernier ne résulte pas d'une seule cause mais d'un faisceau d'innovations imbriquées. Les auteurs, bien plus qu'ils ne l'auraient fait il y a trente ou quarante ans, insistent sur les processus multifactoriels. Ils sont à la recherche non pas d'un

moteur fondamental mais de plusieurs moteurs contingents. Il peut s'agir, ici, de décisions politiques et de stratégies d'autorités publiques, de progrès techniques et de nouvelles disponibilités en main-d'œuvre. Ailleurs, la croissance découlera plutôt de la demande urbaine, des marchés économiques ou des réseaux de commerce. Empiriquement complexes, les phénomènes présentés dans ce livre ne peuvent se plier à une seule explication théorique ; l'important est plutôt d'associer les approches disciplinaires et les éclairages conceptuels. Néanmoins, la pression démographique a souvent été le plus puissant des facteurs de développement agricole : le nombre des humains tire la production à long terme, entraîne des économies d'échelle, accélère la réduction des coûts associés à l'utilisation des techniques, des équipements, des innovations agronomiques, des mécanismes de marché, etc.

Quels que soient les cas de figure historiques, il faut abandonner l'idée d'un immobilisme multiséculaire du monde rural : il n'était pas figé et statique, purement traditionnel dans des sociétés pré-modernes en voie d'urbanisation et d'industrialisation. Il changeait, bougeait, évoluait, parfois rapidement et massivement, mais nous n'avons gardé que peu de traces de ces mutations, ni souvent la volonté de les connaître.

L'histoire des campagnes ne s'achève pas au XXI^e siècle, leurs processus de transformation ne sont ni stabilisés ni arrivés à terme. À cet égard, les auteurs rappellent que la dialectique des interactions rural-urbain prend constamment de nouvelles formes et de nouvelles voies. Hier les élites municipales contrôlaient politiquement et physiquement l'hinterland de leurs cités ; aujourd'hui, même si tout le monde n'habite pas encore en ville, les médias et les réseaux sociaux diffusent partout le modèle dominant d'une *urbanité* généralisée.

Bruno Héraul

Chef du Centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Benoît Coquard
Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin
La Découverte, 2019, 216 pages

À rebours des représentations dominantes de zones rurales en déclin hors du temps et dépourvues d'activités en raison de leur distance aux métropoles, l'ouvrage de Benoît Coquard donne à voir la densité des relations sociales dans ces campagnes et les logiques qui les façonnent. Il souligne toutefois d'emblée que les ruralités ne se réduisent pas aux campagnes paupérisées : d'autres espaces connaissent un renouveau des populations et des activités, à l'image de certaines régions viticoles.

Pour ce travail ethnographique, l'auteur a mené son enquête dans la région Grand Est, auprès de jeunes adultes qui sont ouvriers agricoles, artisans, salariés de la grande distribution ou de centres d'appel. Leur vie quotidienne est scandée par les déplacements en automobile, les exigences du travail et les sociabilités amicales dans lesquelles ils s'engagent pleinement. Elles constituent en effet un capital social décisif, tant pour la recherche d'un emploi que pour la formation du couple ou le maintien de la bonne réputation.

L'ouvrage montre que les manières d'être ensemble sont travaillées par les transformations économiques

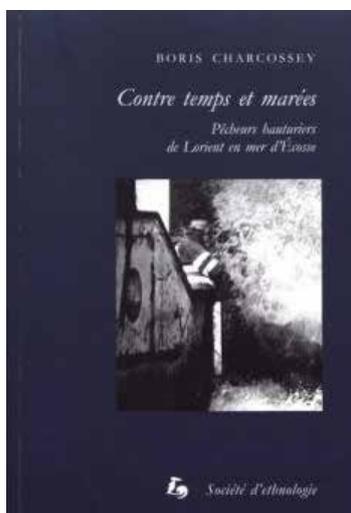
et sociales locales. Du fait de la raréfaction de l'emploi, liée à la désindustrialisation de la région, les plus dotés en titres scolaires partent. Ceux qui restent font partie des couches populaires faiblement qualifiées. Le dépeuplement se double ainsi d'une homogénéité sociale grandissante des populations résidentes. De plus, les sociabilités amicales changent sous l'effet de nouveaux usages de l'espace. Par exemple, du fait de la disparition des petites exploitations et du regroupement des coopératives, la vie quotidienne des travailleurs agricoles se déroule à cheval sur plusieurs cantons ou départements.

Enfin, autrefois valorisés, les bourgs ne constituent plus des centralités désirables pour les loisirs ou le logement. À titre d'illustration, entre 1979 et 2009, le nombre de bistrot dans les lieux étudiés a été divisé par dix. De fait, aujourd'hui, ce n'est plus la localité qui fait l'appartenance mais les collectifs amicaux et les espaces qui leur sont associés. En s'intéressant aux trajectoires de ces jeunes, cet ouvrage apporte des éclairages originaux sur les évolutions contemporaines des mondes agricoles et ruraux.

Nathalie Kakpo

Centre d'études et de prospective – MAA
nathalie.kakpo@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Boris Charcossey
Contre temps et marées
Pêcheurs hauturiers de Lorient en mer d'Écosse
Société d'ethnologie, 2019, 207 pages

N'en déplaise au chanteur Renaud, aujourd'hui c'est l'homme qui prend la mer mais pas la mer qui prend l'homme. On ne trouvera donc pas, dans cet ouvrage, de sombres récits de tempêtes et de naufrages, mais la description simple et sobre de la vie des marins hauturiers. Outre ses enquêtes en Bretagne, dans les ports ou les familles, l'auteur réalisa de fréquents embarquements, à des périodes choisies pour observer les "quatre saisons de la pêche". Au total, son travail de terrain s'est échelonné sur six ans.

En bon ethnologue, il nous livre ses carnets de notes, remplis sur le vif et retravaillés pour la présente édition. Son témoignage, rare, est agrémenté de photos qui parlent d'elles-mêmes et racontent, à la place des pêcheurs taiseux, la dureté de la tâche et le huis clos du navire.

Ce qui frappe d'abord, c'est la désorganisation de tous les rythmes temporels : alternance de semaines d'activité ou de congé à terre, succession d'efforts intenses et de moments de récupération, travail de nuit, fragmentation du sommeil, imprévus imposés par l'armateur ou la météo, et parfois périodes de trente ou quarante heures sans repos. L'état de la mer, les objectifs de capture et les impondérables techniques deviennent les seuls maîtres des horloges.

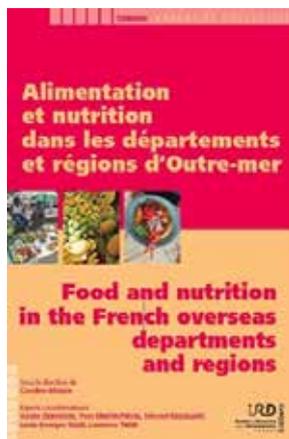
On retiendra aussi la dure et banale sociabilité masculine de l'équipage, faite de rites de passage, de confrontations et de mises à l'épreuve. Les relations alternent entre rudesse et complicité, avec de vraies amitiés et de solides inimitiés. Aux repas, on parle beaucoup de travail et de salaire, de quantités de poissons et de familles à retrouver, d'anecdotes légendaires ou de lendemains qui chantent. On se raconte des histoires plutôt grossières, tournant autour de la sexualité, et l'alcool normalement interdit chauffe les esprits.

Malgré les aboiements hiérarchiques, l'usure physique et les fréquents accidents, ces hommes sont fiers « d'être du métier », de fabriquer un « monde à part », avec ses codes, ses risques et ses routines. Ils insistent sur leur spécificité et se démarquent volontiers des "terriens". Ils intériorisent les contraintes, font preuve d'obéissance et d'abnégation, et finalement s'exploitent eux-mêmes. Quand l'ethnologue les questionne et s'étonne de telle ou telle situation, il récolte invariablement la même sentence : « c'est l'habitude ».

Cette habitude amène à marrer jour et nuit mais à aimer son sort et à faire de nécessité vertu. Elle pousse aussi à cacher ses maladies et blessures par crainte d'être réformé par la médecine du travail. Ainsi va la vie sur un grand chalutier de pêche au large...

Bruno Héroult
Chef du Centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Caroline Méjean (dir.)
*Alimentation et nutrition
dans les départements et régions d'Outre-mer*
Éditions IRD, mars 2020, 210 pages

Cet ouvrage, publié en mars 2020, est le résultat d'une expertise collective conduite par un collège pluridisciplinaire d'experts. En s'appuyant sur une synthèse des connaissances disponibles, ils formulent des recommandations relatives à l'action publique, ainsi qu'en matière d'études et de recherches. Sociétés à dominante agricole il y a encore cinquante ans, les Départements et régions d'Outre-mer (DROM) ont été profondément transformés par la tertiarisation de l'économie et la consommation de masse. À partir des années 1980, ces changements ont produit des évolutions des pratiques alimentaires (« transition nutritionnelle »), avec le passage de sous-nutritons prédominantes à une prépondérance des risques liés au surpoids.

Trois grandes caractéristiques des régimes alimentaires ultra-marins ressortent de l'étude. D'abord, dans l'ensemble des territoires, la consommation de féculents et d'aliments végétaux recule au profit

des protéines animales, des lipides et des glucides rapides, contribuant à la surreprésentation de maladies chroniques (ex. : diabète) par rapport à la situation métropolitaine. En deuxième lieu, les DROM se distinguent par un recours plus important à l'autoconsommation, en particulier pour les ménages les plus modestes. Enfin, si le « bien manger » reste largement associé à la satiété, les populations les plus aisées montrent un intérêt grandissant pour les aliments locaux et pour les produits issus de l'agriculture biologique, considérés comme meilleurs pour la santé.

Ces grandes tendances sont notamment façonnées par l'offre alimentaire. La faible couverture des besoins par la production locale participe d'un modèle économique orienté vers l'importation. Dans certains cas, des études ont constaté une teneur en sucre de produits importés significativement supérieure à celle observée dans l'hexagone.

Bilan des disponibilités énergétiques et structure nutritionnelle des importations alimentaires des DROM en 2015

DROM	GUADELOUPE	GUYANE	MARTINIQUE	MAYOTTE	LA RÉUNION
Calories importées (kcal/hab/j)	2 270	1 939	2 684	2 267	2 504
% des apports caloriques					
Lipides	41,7	39,9	39,3	23,5	33,9
Glucides	42,9	42,0	46,6	62,8	52,9
Protéines	15,5	18,1	14,1	13,7	13,5

Source : IRD

Pour accélérer l'adoption de régimes alimentaires plus équilibrés, les experts développent longuement diverses recommandations. Par exemple, ils préconisent un soutien public des producteurs agricoles

locaux en contrepartie d'engagements sur les qualités nutritionnelles des produits, ainsi que le développement des restaurations scolaire et professionnelle, et leur approvisionnement en circuits courts.

Nathalie Kakpo
Centre d'études et de prospective – MAA
nathalie.kakpo@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



John Muir
Forêts dans la tempête et autres colères de la nature
Payot, octobre 2019, 105 pages (traduction inédite)

En 2016, Charles Foster a publié un livre étonnant (*Dans la peau d'une bête*, traduction française 2017), où il décrivait le paysage et la vie « tels que les perçoivent un blaireau, une loutre, un renard, un cerf et un martinet ». De telles immersions naturalistes ne sont pas inédites et de nombreux auteurs, dans l'histoire, ont essayé de transcrire ce que ressent un animal, un végétal ou tout autre élément naturel. C'est aussi ce que propose ce recueil de textes nouvellement traduits ou retraduits de l'écrivain-voyageur-botaniste John Muir (1838-1914), pionnier reconnu de la pensée écologique et des politiques environnementales. Il contribua ainsi à la création du parc national de Yosemite (1890) et fonda le Sierra Club (1892). Ce marcheur infatigable, qui s'inventa une manière d'exister en harmonie avec la nature, a laissé de nombreux récits de voyage, rédigés dans un style élégant et remplis de descriptions minutieuses du monde vivant.

Pour lui, on ne devait pas se contenter de traverser, observer ou analyser une montagne, une prairie ou une rivière, il fallait aussi les éprouver de l'intérieur, se fondre en elles. Ainsi, dans le premier écrit (publié en 1894), il nous raconte ses heures passées à la cime d'un grand sapin de Douglas pour comprendre ce que vivent les arbres en pleine tempête : balancements et vibrations jusqu'aux racines, musique éolienne, « forêt en émoi », prise du « pouls du vent » (p.21). Un autre texte décrit sa survie difficile dans une tempête de neige, l'amoncellement de nuages, l'assombrissement du ciel et

les bourrasques aveuglantes, la brusque arrivée du froid et de la grêle, la morsure du vent glacial à travers les vêtements détrempés, les fumerolles réchauffantes mais acides et dangereuses de quelques sources chaudes et, après une nuit de demi-conscience à attendre la mort, le « fair-play indéfectible de la Nature » (p.63) nettoyant le ciel et ramenant les étoiles à « l'éclat pur et placide » (p.61). Dans ses autres récits des colères de la nature, il est tour à tour emporté par une avalanche, entouré d'éclairs d'orage, secoué par un violent tremblement de terre, spectateur d'un grand incendie, « tonnant et grondant comme des chutes d'eau » (p.99), qui transforme de vaillants séquoias en « mâts morts » (p.103).

Ce petit livre décrit de grandes expériences, celles d'un homme empathique chérissant les rugissements de la terre, de l'eau, du feu et du ciel. Cette façon très avant-gardiste de se fondre dans la nature, d'être littéralement la nature, est restée tout à fait moderne. Elle anticipait même de beaucoup sur les attitudes et mentalités actuelles consistant à « prendre des bains de forêts » ou à prétendre fusionner avec les éléments. Pour Muir, se couler dans la peau d'un oiseau ou d'un arbre était la meilleure façon de comprendre l'environnement qui nous entoure, son fonctionnement et ses régulations. C'était aussi une manière radicale de resituer l'humain, petite partie du grand tout de la Terre – déchaînée ou pas – qui nous enveloppe, nous incorpore et nous contient. Une nature parfois

Bruno Héroult
Chef du centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Henry Bernstein
L'agriculture à l'ère de la mondialisation.
Transformations agraires et dynamiques de classe
Éditions Critiques, traduction française 2019 (2010),
203 pages

Henry Bernstein, universitaire anglais à la carrière riche et diversifiée, est l'une des principales figures de la pensée critique agraire anglo-saxonne. Après de solides études d'histoire et de sociologie, il fut successivement enseignant et chercheur aux universités du Kent, d'Ankara, de Dar es Salam, de Londres, et enfin de Manchester jusqu'à sa retraite en 2011. Il a créé en 2001 le *Journal of Agrarian Change* (JAC), revue d'économie politique agraire principalement centrée sur des sujets tels que les structures de propriété, les dynamiques productives, les rapports sociaux internes à l'agriculture ou entre cette dernière et les autres composantes des sociétés contemporaines.

Ce livre est centré sur la place de l'agriculture dans le processus de mondialisation et sur les impacts de cette mondialisation sur l'agriculture. Récemment traduit, il mérite d'être lu pour plusieurs raisons.

D'abord, ses analyses reposent sur les théories et concepts forgés par Marx (1818-1883), auteur décrié et qu'on lit beaucoup moins aujourd'hui, alors qu'il serait pourtant bien étonnant qu'un penseur qui avait encore pignon sur rue dans les années 1970 n'ait plus rien à nous dire aujourd'hui. Bernstein montre que son approche dynamique du changement des systèmes économiques et politiques, en termes d'inégalités et d'antagonismes entre groupes sociaux, reste une grille de lecture efficace applicable à de nombreux pays ou zones du monde.

Cette lecture est aussi intéressante car Bernstein n'est pas marxiste (tout réduire à Marx), mais *marxien* (s'en inspirer et en conserver le meilleur),

d'où ses prises de distance et ses jugements critiques sur des points majeurs de la vulgate parfois trop militante, et ses propositions d'adaptations et reformulations. Loin de certains récits simplificateurs, Bernstein doute par exemple de la capacité des agriculteurs familiaux à constituer une « classe sociale » unique. Il doute aussi de la possibilité de tout expliquer par les « conflits de classes ». Les classes ne sont pour lui qu'une manière parmi d'autres de constituer des groupes, des communautés, des solidarités. Les « rapports de classes » sont peut-être des déterminants universels, à certaines étapes du processus de développement économique, mais sûrement pas des déterminants exclusifs, d'où sa réintroduction, dans l'analyse, des variables de genre, d'âge, de caste, de religion, de territoire. Sous toutes les latitudes et à toutes les époques, les classes agricoles se sont combinées à d'autres clivages et particularismes sociaux.

Un troisième intérêt de l'ouvrage est sa critique des récits trop linéaires et déterministes de l'histoire du capitalisme agraire. Bernstein insiste sur la diversité des trajectoires de développement agricole, sur la multiplicité des voies nationales ou régionales d'accumulation primitive du capital, faites de conditionnements souples et aléatoires, de conjectures institutionnelles et de spécificités technico-agronomiques. La voie anglaise, très étudiée par Marx, ne constitue pas un modèle général de transition agraire. Il y a au contraire, à l'échelle de la planète, une variété d'arrangements socio-économiques, dans différentes configurations historiques, une « multitude de formes concrètes de dépossession et de contrôle du travail agraire par le capital » (p. 61).

Un quatrième intérêt du livre est que son analyse des transformations agraires et de l'insertion de l'agriculture dans la mondialisation est proche, en de nombreux aspects, de travaux non marxistes, preuve d'une convergence des résultats au-delà des méthodes et vocabulaires spécifiques. Cette convergence est évidente lorsque Bernstein présente les fondements industriels de la transformation de « l'agriculture » en « secteur agricole » (p. 97), lorsqu'il décrit les mutations des modèles agronomiques, les processus de conciliation des « intérêts agricoles nationaux » avec le « régime agro-alimentaire international », ou encore quand il raconte l'extension puis le déclin des colonialismes agraires. Cette proximité avec les constats tirés d'autres perspectives théoriques est telle qu'on a souvent l'impression, d'ailleurs, qu'il suffirait, dans le livre, de remplacer le mot « capitalisme » par le mot « économie » pour obtenir à peu près les mêmes raisonnements...

Enfin, cette lecture est recommandable car elle offre, sur divers sujets, des aperçus justes, des intuitions décalées mais éclairantes. Par exemple, Bernstein critique l'emploi du terme « paysan » pour désigner les petits producteurs agricoles, et il insiste sur le fait que « tous les agriculteurs ne sont pas tout le temps des agriculteurs » (p. 20). On retiendra aussi, en ces temps de « *small is beautiful* », sa critique de l'idée « que tout ce qui est petit est bien et que tout ce qui est grand est mauvais, ou encore que la production agricole paysanne serait nécessairement vertueuse et l'agriculture d'entreprise forcément néfaste » (pp. 29-30). Il exprime également ses doutes par rapport aux « nouveaux

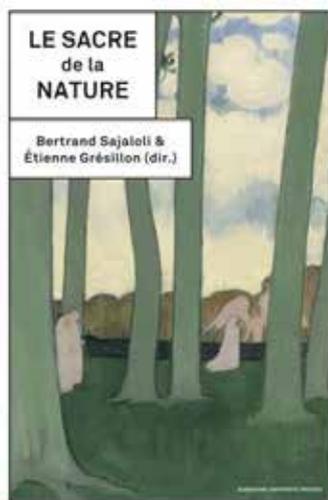
mouvements d'agriculteurs » et plus encore sur la possibilité d'une résistance agraire mondialisée (p. 171), telle que promue par certains mouvements altermondialistes : « quelle est la crédibilité des affirmations des "contre-mouvements" agraires et de leurs défenseurs lorsqu'ils déclarent qu'un retour à la petite production familiale à "faible niveau d'intrants" ("re-paysannisation") peut nourrir une population mondiale tellement plus nombreuse, et tellement plus urbaine, qu'à l'époque où les "paysans" étaient les principaux producteurs de l'alimentation du monde ? » (p. 172).

Au total, la fresque proposée, aux larges dimensions géographiques et chronologiques, est un bel exemple de synthèse claire et didactique. De fait, l'analyse de Bernstein est moins valable pour la France contemporaine (qui n'est plus une société de classes, mais une société de strates et de groupes), que pour des pays de l'hémisphère sud, ayant encore des structures de classes et de forts conflits relatifs à la propriété des terres, aux activités agricoles, aux relations villes-campagnes ou au partage des ressources naturelles. Avec sa grille de lecture conceptuelle et ses nombreux exemples concrets, l'auteur renouvelle une approche marxienne qui doit être constamment adaptée aux évolutions socio-économiques des mondes agricoles. Voici donc une lecture utile, surtout dans notre pays où Marx a été tardivement lu, et souvent lu de façon lacunaire et militante, avec une tendance à idéaliser le mouvement ouvrier et, inversement, à disqualifier la condition paysanne.

Bruno Héroult

Chef du centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Bertrand Sajaloli, Étienne Grésillon, (dir.)
Le sacre de la nature
Sorbonne université presses, 2019, 405 pages

Cet ouvrage collectif, ambitieux et exigeant, brosse en trente chapitres une histoire des liens entre religion et nature, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours et sur presque tous les continents. Son objectif est d'appréhender le « sacre de la nature », de manière concrète et territorialisée, « comme une des résultantes de la confrontation entre spiritualité et aménagement de l'espace » (p. 17). Il est rédigé par d'excellents spécialistes universitaires des sujets abordés : historiens, sociologues, anthropologues, philosophes, mais aussi théologiens. Le tout est rehaussé d'une belle iconographie constituée de cartes, photos, schémas, peintures et dessins.

Les corpus religieux, en tant qu'interrogations sur les fins dernières et sur l'organisation du cosmos, accordent une grande importance à la création et au fonctionnement de la nature, et à la place que doivent y occuper les humains. Ces textes, remaniés au fil des siècles, sacralisent certaines aires (sanctuaires), multiplient les interdits, définissent le beau paysager, assignent leurs rôles aux animaux et aux végétaux, décrivent et expliquent les jardins bucoliques ou les événements cataclysmiques. Constamment idéalisée, largement domestiquée, cette nature mystique répond aux volontés des dieux, et surtout aux besoins des épiscopats et aux croyances des fidèles.

Un premier ensemble de réflexions examine la place de la nature dans les principales religions ou pratiques sacrées, en insistant sur les processus culturels de création des images paysagères. Il montre la grande diversité des situations et productions symboliques selon les religions, comme à l'intérieur de chacune d'elles, avec un invariant

transhistorique et transculturel néanmoins : le thème de la nécessaire sauvegarde d'un paradis fragile face à l'homme maître et destructeur de la nature.

Un deuxième groupe de textes concerne, plus concrètement, l'influence des représentations religieuses sur les décisions et pratiques de gestion territoriale, sur les actions d'aménagement et d'organisation de l'espace. La question est alors de savoir comment les préceptes sacrés se combinent, au jour le jour, avec les facteurs profanes (physiques, économiques, politiques, juridiques, etc.), pour fabriquer de grandes formes typiques d'occupation des sols.

Enfin, la troisième partie est consacrée à la nature sacrée en tant qu'enjeu de décisions politiques, de stratégies d'acteurs, de relations de pouvoir. Au fil des siècles, on voit que le religieux influence directement les choix des décideurs et, inversement, que ces décideurs ne se privent pas d'instrumentaliser le religieux pour convaincre leurs contradicteurs et imposer leurs choix.

Toutes ces conceptions et pratiques religieuses de la nature ont varié dans l'histoire, mais des constantes demeurent, et ce n'est pas parce que les sociétés européennes sont de plus en plus athées et sécularisées que les lectures sacrées du monde vivant ont disparu, bien au contraire. Plusieurs chapitres, centrés sur la France, montrent que fleurissent toujours, aujourd'hui, les discours religieux, quasi-religieux ou d'inspiration religieuse : « sanctuarisation » d'espaces protégés, destructions assimilées à des « sacrilèges », idée de « soumission » à des phénomènes qui nous dépassent, « messianisme » des collapsologues,

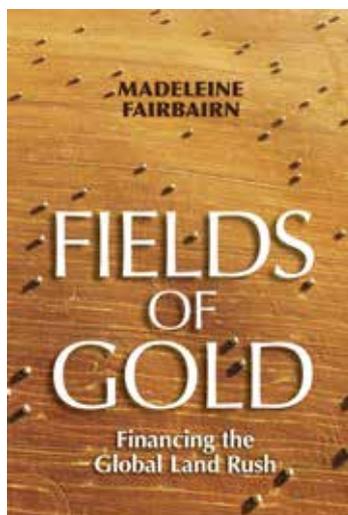
« fondamentalismes » biologistes ou alimentaires, pèlerinages post-modernes à Brocéliande ou à Solutré, « vertus magiques » du développement durable et des services éco-systémiques, « croisades » pour sauver des temples verts, désir de « communion » avec les règnes animal et végétal, « quête

spirituelle » d'une nature bienfaitrice et réparatrice, etc. Bref, « le sacré se porte bien, mais il se porte autrement » (p. 31), et si cette sacralisation n'est pas le tout de la pensée écologique actuelle, elle en est un versant important, parallèle à l'écologie scientifique comme à l'écologie politique.

Bruno Hérault

Chef du centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Madeleine Fairbairn
Fields of Gold. Financing the Global Land Rush
Cornell University Press, 2020, 234 pages

Les réflexions sur les rapports entre capital et agriculture sont anciennes mais elles connaissent un renouveau depuis une quinzaine d'années, en raison de l'intérêt croissant de certains investisseurs financiers en faveur du foncier agricole. Ce phénomène, composé de ce que l'on qualifie parfois de « financiarisation » de l'agriculture, est source de vives controverses. Dans cet ouvrage clair et synthétique, Madeleine Fairbairn, figure incontournable du courant anglo-saxon des études agraires critiques (*Agrarian Studies*), analyse cette « ruée vers la terre » de manière originale : elle se place du point de vue des investisseurs, alors que les recherches sont habituellement focalisées sur les conséquences de leurs décisions pour les agricultures familiales des pays ciblés.

Le premier chapitre montre qu'aux États-Unis, la finance a commencé à acquérir des terres dès 1990. Les débuts sont toutefois balbutiants, l'agriculture peinant à atteindre les rentabilités à deux chiffres auxquelles *Wall Street* est habituée. La crise de 2008 et la hausse des prix agricoles changent néanmoins la donne. Rapidement, le marché foncier étasunien ne suffit plus à absorber la masse de capitaux disponibles, conduisant ainsi à l'internationalisation du phénomène.

Le deuxième chapitre se penche sur la rationalité économique des investisseurs. L'auteure montre que ces derniers considèrent d'abord le foncier comme un actif financier rare, tel l'or, dont la valeur tend à s'accroître au cours du temps, et non comme un facteur permettant de produire des denrées agricoles. En d'autres termes, ils misent davantage sur l'augmentation de la valeur des terres, pour rentabiliser leur investissement, que sur les revenus tirés de la production.

Cette approche se heurte toutefois aux spécificités du foncier agricole, qui en font un actif financier à part. Ces particularités (hétérogénéité, illiquidité, etc.) et les outils mis en place par la finance pour les contourner, sont passés en revue dans le troisième chapitre. Enfin, la dernière partie montre la difficulté que rencontrent les États pour limiter l'ampleur de ces investissements. Portant un regard critique sur ce phénomène de financiarisation, l'auteur suggère en conclusion de s'inspirer des théories de l'économiste du XIX^e siècle Henry Georges, qui proposait de taxer lourdement les gains liés à l'accroissement de la valeur des terres.

Mickaël Hugonnet
Centre d'études et de prospective – MAA
mickael.hugonnet@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Audrey Soula, Chelsie Yount-André,
Olivier Lepiller, Nicolas Bricas (dir.)
*Manger en ville. Regards socio-anthropologiques d'Afrique,
d'Amérique latine et d'Asie*
Éditions Quæ, février 2020, 172 pages

Faisant suite au colloque « Manger en ville » organisé à Paris en décembre 2017, cet ouvrage réunit les regards socio-anthropologiques portés par des chercheurs d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, sur les mangeurs urbains. Alors que la question alimentaire est souvent abordée sous les angles de la consommation ou de la nutrition, le grand intérêt de ce livre est de se placer au niveau des individus, de leurs pratiques et de leurs représentations. Ainsi que le rappelle J.-P. Hassoun dans sa préface, « la ville est porteuse d'injonctions sociales entremêlées, souvent contradictoires ou paradoxales », et l'un des atouts de cette publication est de rassembler des analyses s'écartant de l'habituelle « monographie de village bien circonscrite et rassurante ».

Les trois parties de l'ouvrage traitent des prescriptions normatives, de la rencontre entre alimentation et paysages urbains, et de l'invention de nouvelles pratiques culinaires. Elles s'appuient sur des terrains d'étude variés : Oran (Algérie), Casablanca (Maroc), Baroda (Inde), Mexico et Guadalajara (Mexique), Lomé (Togo) pour la première ; Brazzaville (république du Congo), Jakarta (Indonésie), Kuala Lumpur (Malaisie) et plusieurs localités chinoises pour la deuxième ; Ouagadougou (Burkina Faso), Abidjan (Côte d'Ivoire), Yaoundé et Douala (Cameroun), Mexico pour la troisième.

Retenons, à titre d'exemples, quelques unes de ces contributions. À Baroda (État du Gujarat, Inde), S. Kapadia interroge les notions de « confiance » et de « défiance » vis-à-vis de l'alimentation, à partir de la consommation hors domicile des étudiants.

Les « nouilles Maggi » en offrent une autre illustration : depuis trois décennies, la popularité de ce produit ne se dément pas, alors qu'il a été concerné par une crise sanitaire récente. À Mexico et Guadalajara, L. Martinez-Lomelí analyse les tensions entre injonctions sanitaires et patrimoniales, présentes tant dans les discours institutionnels qu'au niveau individuel. Elle met ainsi en évidence les diverses prescriptions auxquelles sont exposés les mangeurs lors de leurs consommations quotidiennes hors foyer : normes patrimoniales (entre « mexicanité », exotisme et héritage préhispanique) et normes sanitaires et médicales (risques immédiats pour la santé – provenance et hygiène des aliments – et à plus long terme).

À Brazzaville, Y. Berton-Ofouémé présente les transformations de la cuisine urbaine, du début des années 1990 à 2018, entre invention de nouveaux mets par les citadins (salades de crudités, peau de porc grillée) et diversification de la cuisine de rue. Si tous les continents y sont dorénavant représentés (autres pays africains, produits de consommation mondiale – pizza et hamburgers, restaurants asiatiques), la restauration hors domicile revêt des significations différentes selon les catégories sociales. Dans un contexte de difficultés économiques, elle permet en particulier une alimentation à moindre coût et la création d'activités. Enfin, R. Héron montre comment le *bâbenda*, « plat de soudure » de l'ethnie Mossi majoritaire sur le plateau central du Burkina Faso, fait l'objet d'une réappropriation et d'une « modernisation » citadines dans la capitale Ouagadougou. Ce cas illustre ainsi les processus de revalorisation de mets traditionnels

(via les préparations, les consommations et les représentations) et confirment « l'importance de la fonction identitaire dans la construction de la satisfaction alimentaire urbaine burkinabè ».

En conclusion, les coordonnateurs de l'ouvrage soulignent que ces contributions permettent de « questionner le regard habituellement porté, le plus souvent depuis le Nord, sur l'alimentation dans les villes du Sud » : jeu des mangeurs avec les multiples injonctions normatives, dimension spatialisée de l'alimentation, « villes créatrices et innovantes à travers l'alimentation, jusque dans les milieux les

plus précaires ». En renouvelant des analyses le plus souvent européennes ou d'Amérique du Nord, ces contributions échappent aux regards parfois « catastrophistes » ou « dénonciateurs », lesquels insistent sur la dépendance aux importations, les crises de prix, l'arrivée de multinationales et les risques d'occidentalisation des régimes traditionnels, l'obésité, la précarité alimentaire, etc. Ainsi, elles attestent d'une grande diversité de situations et de trajectoires, loin des craintes habituelles sur l'« uniformisation », la « convergence » ou la « transition » de l'alimentation des populations des villes.

Julia Gassie

Centre d'études et de prospective – MAA

julia.gassie@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Frédéric Keck
Les sentinelles des pandémies
Zones sensibles, 2020, 235 p.

Paru en juin 2020, à la suite d'une première version en anglais publiée six mois plus tôt, l'ouvrage *Les sentinelles des pandémies* s'inscrit dans les travaux sur la biosécurité, dont l'objet est la préparation aux pandémies : cette technique de gestion des crises sanitaires, alternative à la prévention (abattage) et à la précaution (vaccination), repose sur la surveillance du vivant et la détection de signaux d'alerte précoces.

Frédéric Keck, directeur du Laboratoire d'anthropologie sociale (Collège de France, CNRS, EHESS), place au cœur de son étude la surveillance des maladies animales et les manières dont elles transforment les pratiques de contrôle, par les autorités vétérinaires, du travail agricole, ainsi que les relations entre oiseaux et humains. Le travail de terrain, conduit à Hong-Kong, Singapour et Taïwan, a une portée générale. Parce qu'elle concentre des facteurs de développement des zoonoses (urbanisation massive, élevage industriel, conséquences du changement climatique), la Chine du Sud est un laboratoire des périls et solutions susceptibles de concerner une large partie du monde.

L'auteur propose une définition de la « préparation aviaire » : celle-ci vise à anticiper une prochaine crise en détectant, en temps réel, les signaux d'alerte émis par les oiseaux et en suivant les mutations du pathogène entre les espèces. Elle se fonde sur des collaborations entre microbiologistes, éleveurs, vétérinaires et ornithologues, observées par F. Keck au sein d'exploitations agricoles, lors d'expériences en laboratoire ou à travers des dispositifs de surveillance des oiseaux sauvages.

Des vétérinaires prélèvent des volailles à la recherche du virus de la grippe aviaire dans la région du Fujian, 2006

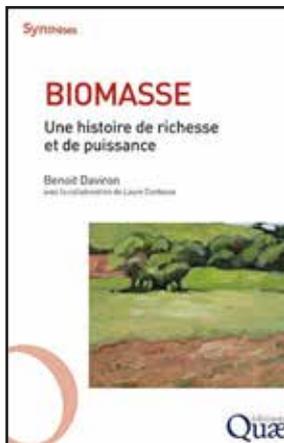


Source : éditions Zones sensibles.
Crédit : Vincent Martin

L'auteur décrit les modalités d'introduction de « poulets sentinelles » (*shaobingji*, littéralement « poulet soldat siffleur ») dans des unités d'élevage vaccinées. Il détaille aussi la surveillance des interactions entre ces animaux, pour vérifier l'immunité des animaux vaccinés et le caractère sain des poulets sentinelles. Du côté des laboratoires, les microbiologistes analysent le comportement des cellules dendritiques aviaires, agents de signalisation des anomalies survenant entre l'organisme et un corps étranger. Enfin, la pose d'un GPS sur les oiseaux permet de documenter le comportement d'espèces sauvages susceptibles de se rapprocher des animaux de rente. Cet ouvrage trouve un écho dans les défis liés au décloisonnement des santés animale et humaine, qui accompagnent la gestion des coronavirus.

Nathalie Kakpo
Centre d'études et de prospective – MAA
nathalie.kakpo@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Benoit Daviron
Une histoire de richesse et de puissance
Éditions Quæ, janvier 2020, 391 pages

La question du changement dans le secteur agricole est ancienne. Les réponses qui y ont été apportées ont souvent pris la forme de fresques linéaires, centrées sur l'Europe, où les systèmes agraires se succèdent au gré des découvertes agronomiques et des innovations matérielles, selon des « phases de développement » logiquement enchaînées.

Refusant cette vision téléologique fondée sur le seul progrès technique, Benoit Daviron élargit l'analyse en prêtant beaucoup d'attention aux *approvisionnements énergétiques*, en particulier ceux tirés de la biomasse (organismes vivants, végétaux comme animaux). La thèse défendue est que l'histoire de l'agriculture doit être lue à travers les rapports entre biomasse, richesse (biens, marchés) et pouvoir (institutions, États). Ce faisant, sa réflexion sur les dynamiques du capitalisme accorde une grande place aux processus de domination, aux rapports de pouvoir et aux conflits. L'agriculture n'est pas seulement là pour nourrir mais, en tant que forme la plus répandue de « colonisation de la nature vivante », pour fournir des ressources d'énergie et de matière vitales au métabolisme des sociétés.

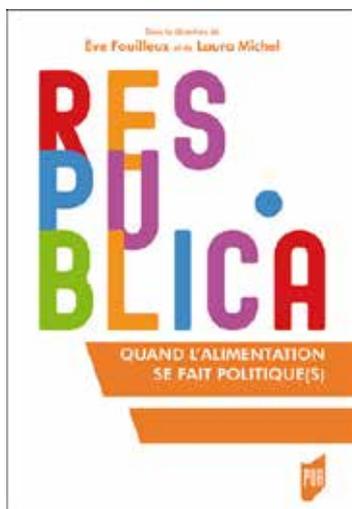
Sa démonstration associe intimement histoire, économie et géographie. Elle suit la destinée des grands pays dominants (« hégémons ») qui ont mobilisé, échangé et consommé cette biomasse, depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'au début du XXI^e siècle. Le récit commence vers 1580, avec l'hégémonie des Provinces-Unies, dont les pratiques commerciales à grande échelle permettent de

contrôler la biomasse lointaine. Il se prolonge, au XVIII^e siècle, avec la rivalité entre la France et l'Angleterre pour accaparer la biomasse issue de leurs colonies et plantations. La troisième étape, au XIX^e siècle, voit le Royaume-Uni importer cette biomasse de la terre entière pour alimenter ses usines. Vient ensuite, avec les deux guerres mondiales, le temps de l'opposition entre les États-Unis et l'Allemagne : intensification de l'agriculture, recherche de produits de synthèse, etc. Une cinquième configuration se dessine entre l'après-Seconde Guerre mondiale et le début des années 1970 : triomphe du pétrole, généralisation des produits issus de la chimie remplaçant la biomasse non alimentaire, industrialisation de l'agriculture. Enfin, ces quatre dernières décennies, l'hégémonie des États-Unis se maintient du fait de la globalisation accrue des économies, et les échanges de biomasse connaissent une accélération marquée sous l'emprise de la demande asiatique.

Cet ouvrage ambitieux et très documenté atteste d'une pensée forte et originale. Il montre que la captation du vivant a toujours accompagné l'émergence et la prééminence du « pays leader de son temps ». Plusieurs régimes d'utilisation de la biomasse se sont succédés au fil des siècles, accompagnant la puissance hégémonique de sociétés maîtresses de leur économie-monde. À travers cette description des fronts pionniers de la biomasse, Benoit Daviron nous livre une solide histoire politique et économique de l'agriculture, mais aussi une très convaincante histoire de la mondialisation.

Bruno Héroult
Chef du centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Ève Fouilleux, Laura Michel, (dir.)
Quand l'alimentation se fait politique(s)
Presses universitaires de Rennes, 2020, 349 pages

La question alimentaire bénéficie d'un intérêt croissant et d'une multiplication des émissions, publications, recherches et colloques produits sur le sujet. Le plus souvent, le regard porte sur l'agroalimentaire, les circuits d'approvisionnement, les conseils nutritionnels ou les comportements des mangeurs. Le grand intérêt de ce livre est d'emprunter une voie différente, plutôt nouvelle en France, proposant une analyse sociologique des processus de politisation des enjeux d'alimentation. En seize chapitres denses, très documentés, issus de recherches empiriques, les auteurs décrivent l'émergence des nouveaux problèmes publics alimentaires, leur mise sur l'agenda institutionnel, les jeux d'acteurs et mécanismes de prise de décision, les modalités de gouvernance et d'application des mesures, mais aussi les stratégies d'influence, les sources d'innovations et d'alternatives, les jeux partisans, les rapports de pouvoir et les phénomènes d'action collective.

Des textes analysent l'émergence historique et la construction politique de réalités aussi différentes que la défiance des consommateurs, la gastronomie, le gaspillage ou les dispositifs participatifs de sécurité alimentaire au Brésil. D'autres s'intéressent aux controverses entre acteurs et aux résistances d'une partie de certains groupes professionnels (agriculteurs, vétérinaires, etc.) face

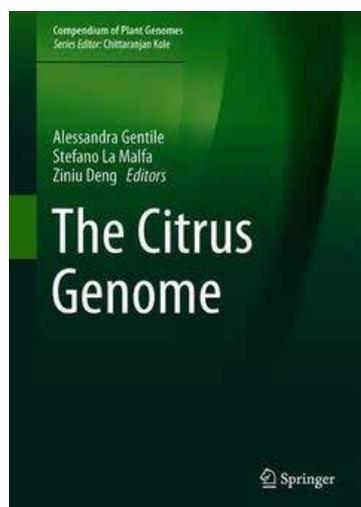
aux nouveaux défis : transition écologique, réduction des pesticides, antibiorésistance, etc. D'autres encore se focalisent sur la tendance à la territorialisation des politiques alimentaires, qu'il s'agisse d'ausculter les tenants et aboutissants du « manger local », d'initiatives récentes de régions et de métropoles en matière de soutien à l'agriculture biologique ou de distribution. On n'oubliera pas non plus les textes consacrés à l'étude des liens entre institutions et marchés, entre producteurs et acheteurs, ou à l'écologisation du secteur de la pêche.

De ce vaste panorama, l'introduction et la conclusion de l'ouvrage (toutes deux excellentes), tirent quelques enseignements généraux. Le premier est que les lectures politiques de l'alimentation s'accordent sur quelques priorités consensuelles : relocalisation des productions, agriculture urbaine, lutte contre le gaspillage, contrôle de l'agroalimentaire industriel, etc. Inversement, la politisation de l'alimentation fait apparaître des conflits de valeurs et des oppositions irréductibles, par exemple sur l'étiquetage nutritionnel, l'interdiction du glyphosate, le retour au « naturel », les dispositifs participatifs et la place à accorder aux citoyens, etc. Au total, voici une lecture prioritaire et enrichissante qui complète bien les productions plus habituelles sur la nutrition ou les conduites alimentaires.

Bruno Héroult

Chef du centre d'études et de prospective – MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



A. Gentile, S. La Malfa, Z. Deng (ed.)
The Citrus Genome
 Springer, mars 2020, 294 pages

Réunissant 16 contributions de spécialistes, cet ouvrage est consacré à l'évolution génétique des agrumes, à leur diffusion et leur commercialisation. Là où la majorité des études appréhendent leur origine au moyen de la botanique et à l'échelle des temps géologiques, les auteurs insistent ici sur le rôle de l'action humaine dans la diversification des

fruits. Pour cela, ils mobilisent diverses disciplines scientifiques (génétique, agronomie, etc.).

D'après la contribution de G. Zhong et E. Nicolosi, les traces des premiers agrumes ont été identifiées en Chine du Sud, avant qu'ils ne se diffusent dans le reste du monde entre le IV^e siècle avant J.-C. et

Principaux pays exportateurs d'agrumes en milliers de tonnes (2016)

	TOTAL	ORANGES	MANDARINES	CITRONS/ CITRONS VERTS	PAMPLE- MOUSSES
Monde	15 912,8	7 361,6	4 404,8	3 055,8	1 090,6
Hémisphère nord	13 030,93	5 857,2	3 961,7	2 331,6	879,8
États-Unis	825,1	550,0	40,1	100,0	135,0
Région méditerranéenne	8 842,5	4 479,7	2 778,3	1 226,0	358,5
Espagne	4 114,1	1 870,5	1 553,7	624,3	65,6
Égypte	1 386,5	1 286,4	45,7	34,1	20,4
Turquie	1 495,1	403,4	460,0	449,3	182,4
Italie	198,6	123,4	33,2	39,9	2,1
Maroc	524,2	135,0	380,0	8,7	-
Grèce	611,3	459,9	127,4	23,0	-
Israël	155,2	5,0	87,0	2,2	61,0
Mexique	693,6	45,0	-	627,4	18,0
Chine	683,1	59,2	445,9	40,4	137,5
Hémisphère sud	2 882,6	1 504,4	443,1	724,2	210,9
Argentine	394,3	64,8	49,7	279,3	-
Brésil	126,8	31,1	-	95,7	-
Chili	250,2	75,2	96,6	77,3	1,1
Pérou	37,6	10,3	21,0	4,7	1,6
Australie	220,0	165,9	48,9	4,1	1,1
Afrique du Sud	1 701,3	1 064,1	189,7	245,0	202,5

Source : FAO

le XIX^e siècle. En 2016, 140 pays ont produit 124 millions de tonnes d'oranges (*C. sinensis*), de mandarines (*C. reticulata*), de citrons (*C. limon*), de pomelos (*C. paradisi*) et de citrons verts (*C. aurantiifolia*). La Chine et l'Inde arrivent en tête des producteurs, la première avec près de 33 millions de tonnes ; se positionnent ensuite des pays méditerranéens (Espagne, Égypte et Turquie) pour 25 millions de tonnes, puis les Amériques avec les États-Unis, le Mexique et le Brésil.

La géographie des échanges est sensiblement différente. 12 % de la production mondiale de fruits frais sont exportés, principalement par les pays méditerranéens (55 % du volume). Sur le marché des produits transformés (20 % de la production mondiale d'agrumes), prévaut la fabrication de jus, le Brésil réalisant la moitié des opérations de transformation. L'avenir de la production est néanmoins hypothéqué par une possible diffusion de la maladie du Huanglongbing. Transmise notamment par

des insectes vecteurs (psylles), elle provoque des pertes importantes de rendement et une diminution de la qualité des fruits. Ainsi, cette maladie a détruit une part importante de la production de l'État de Floride.

Le chapitre de P. Ollitrault et ses co-auteurs porte, quant à lui, sur la sélection variétale et la ploïdie des agrumes. La triploïdie est associée à la production de fruits sans graines, caractéristique importante pour le marché des produits frais et l'industrie du jus de fruit. Les porte-greffes tétraploïdes sont liés, eux, à de meilleures adaptations et résilience aux stress abiotiques. Les auteurs passent en revue les connaissances récentes sur les mécanismes naturels de polyploïdie, les apports des biotechnologies et ceux de génotypes haploïdes et polyploïdes pour les recherches en génétique et génomique. Ils présentent enfin les principaux programmes dédiés au niveau mondial (Chine, États-Unis, Espagne et France).

Nathalie Kakpo, Julia Gassie
Centre d'études et de prospective – MAA
nathalie.kakpo@agriculture.gouv.fr
julia.gassie@agriculture.gouv.fr

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et études socio-économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Notes et études socio-économiques
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
Service de la Statistique et de la Prospective
Centre d'études et de prospective

Renseignements :

Bruno Hérauld
Chef du Centre d'Études et de Prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

bruno.herault@agriculture.gouv.fr